

Convention collective nationale

**IDCC : 218. – ORGANISMES
DE SÉCURITÉ SOCIALE
(8 février 1957)**

AVENANT DU 7 MARS 2011
À L'ACCORD DU 7 JANVIER 1998 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1150847M
IDCC : 218

Entre :

L'UCANSS,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

Le SNPDOSS CFE-CGC ;

La PSTE CFDT ;

Le SNPDOS CFDT ;

Le SNADEOS CFTC ;

La PSE CFTC ;

La FEC FO ;

Le SNCOS FO ;

La FNPOS CGT ;

La COFICT CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le 3^e alinéa de l'article 2.4 de l'accord du 7 janvier 1998 relatif au régime de prévoyance du personnel des organismes du régime général de sécurité sociale et de leurs établissements est remplacé par les dispositions qui suivent :

« Le montant de la rente éducation est égal à 10,5 % du salaire annuel brut d'activité afférent aux 12 mois précédant le mois du décès du membre participant (salaire maintenu en cas de maladie ayant donné lieu au versement d'indemnités journalières) ou, à défaut, de 12 mois de salaire brut d'activité, ce salaire brut d'activité étant complété, pour la période manquante, par l'assiette ayant servi de base au calcul des cotisations.

Le montant mensuel de la rente d'éducation ainsi calculée ne peut, en tout état de cause, être inférieur à 275 € bruts.

La décision de revaloriser ce montant minimum relève de la compétence du conseil d'administration de la CAPSSA. »

Article 2

L'article 21.1 du règlement général de l'institution de prévoyance est remplacé par les dispositions qui suivent :

« Conformément à l'article 2.4 de l'accord du 7 janvier 1998, le montant de la rente éducation est égal à 10,5 % du salaire annuel brut d'activité afférent aux 12 mois précédant le mois du décès du membre participant (salaire maintenu en cas de maladie ayant donné lieu au versement d'indemnités journalières) ou, à défaut, de 12 mois de salaire brut d'activité, ce salaire brut d'activité étant complété, pour la période manquante, par l'assiette ayant servi de base au calcul des cotisations.

Le montant mensuel de la rente d'éducation ainsi calculée ne peut, en tout état de cause, être inférieur à 275 € bruts.

La décision de revaloriser ce montant minimum relève de la compétence du conseil d'administration de la CAPSSA. »

Article 3

Les dispositions du présent avenant s'appliquent à effet du 1^{er} janvier 2011, sous réserve de l'agrément prévu par le code de la sécurité sociale, et ne valent en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

Fait à Paris, le 7 mars 2011.

(Suivent les signatures.)